

Un tournant décisif

Seule l'ouverture permettra aux pays arabes en transition de connaître la croissance partagée dont leur société a tant besoin



David Lipton est Premier Directeur général adjoint du FMI.

LE RÉVEIL arabe, dont le déclencheur fut l'immolation par le feu d'un vendeur ambulant dans une petite ville tunisienne en décembre 2010, continue de faire la une de l'actualité dans la région. En janvier 2011, le slogan «Pain, Liberté et Justice sociale» lancé en Égypte résonna dans une large part du monde arabe. L'aspiration au changement n'est pas seulement politique, elle s'étend aussi à la sphère économique. Le peuple demande à faire entendre sa voix sur la façon dont il est gouverné et revendique un meilleur respect de la dignité humaine.

Deux ans ont passé et l'avenir du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est incertain. Les dirigeants sont mis au défi immédiat de satisfaire les grandes aspirations de leurs citoyens et de mettre en œuvre des réformes difficiles pour stopper la dérive des finances publiques et redynamiser les systèmes financiers affaiblis. Les progrès sur le front économique se révèlent difficiles à cause du bras de fer politique sur l'ordre constitutionnel et la gouvernance et du débat sur le rôle de la religion dans la vie publique.

Pour certains, le pronostic est sombre : la révolution dans la région va à l'échec. Je pense plutôt qu'elle peut emprunter l'une des trois voies suivantes :

- une dérive vers le chaos économique, si les querelles politiciennes bloquent la stabilisation, sans parler des réformes;
- une stabilisation où les intérêts des milieux d'affaires reprendraient leurs droits, ce qui donnerait un répit face à la détérioration des conditions économiques, mais condamnerait la région à la stagnation ou, au mieux, à une croissance sans éclat;
- l'apparition d'un nouvel ordre économique, si les gouvernements récemment arrivés aux affaires résorbent peu à peu le désordre économique et entreprennent des réformes pour offrir à leur peuple un meilleur avenir.

Bien entendu, les deux premières options ne sont pas souhaitables, et la troisième est semée d'embûches. L'état actuel de l'économie mondiale ne facilitera d'ailleurs pas la mise en œuvre de réformes de fond. Le fléchissement de la reprise

mondiale, les incertitudes persistantes en Europe, le renchérissement des produits alimentaires et pétroliers ainsi que le conflit en Syrie et les pertes de vies humaines qu'on y déplore, risquent de miner les fragiles progrès accomplis par la région au cours des deux dernières années.

Pour les dirigeants qui essaient de gérer une difficile transition politique, mener de front la stabilisation et la transformation est une gageure. Quelles sont les chances de réussite? Et que peut éventuellement faire la communauté internationale pour influencer sur les résultats?

Une région en transition

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord se caractérise par sa diversité : elle englobe 20 pays, soit au total plus de 400 millions d'habitants, et son PIB équivaut à 3.000 milliards de dollars — environ 6 % de la population mondiale et 4 % du PIB de la planète. La situation varie d'un pays à l'autre. Certains pays possèdent d'énormes réserves de pétrole et de gaz, d'autres doivent importer et leur énergie, et leur nourriture. Le chiffre le plus significatif, cependant, est le montant des exportations non pétrolières de la région : 365 milliards de dollars, soit à peu près autant que celles de la Belgique, qui compte 11 et non 400 millions d'habitants. La région souffre d'un manque d'intégration à l'économie mondiale.

Bien avant que les gens descendent dans la rue, les pays arabes en transition — Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen — avaient beaucoup de mal à donner du travail à leurs populations jeunes en rapide augmentation. Malgré plusieurs séries de réformes, leur économie était incapable de créer suffisamment d'emplois, et à ce problème s'adjoignaient trois autres.

D'abord, le manque d'ouverture et de débouchés à l'exportation. Ensuite, dans certains pays, des hausses à répétition des subventions, qui visaient à apaiser le mécontentement populaire et drainaient le budget en ne laissant plus de marge pour les investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Et troisièmement, là où des réformes significatives ont été tentées, le sentiment très répandu que les investissements dans les nouveaux secteurs restaient aux mains d'une élite.



Résultat : un manque de vitalité économique et un chômage élevé qui allait s'aggravant, en particulier chez les jeunes diplômés.

Pour parvenir à une croissance largement partagée et durable, il faut que les pays du Moyen-Orient renoncent à la mainmise de l'État en faisant place aux investisseurs privés et à la protection de certains secteurs en misant sur une croissance tirée par les exportations. Il faut, en bref, que le secteur privé devienne le principal moteur de la croissance.

Les impératifs de réforme

Pour ce faire, je vois quatre grands axes de réformes indispensables.

1. Privilégier le commerce international : l'intégration économique est la stratégie primordiale pour promouvoir dans de bons délais une croissance dynamique capable de créer suffisamment d'emplois et de prospérité pour les populations en rapide augmentation de ces pays. Elle ne serait pas seulement génératrice de croissance et d'emplois : elle donnerait la discipline et les encouragements requis pour mettre les réformes dans la bonne voie. Les autres réformes énumérées ci-après s'imposent plus naturellement dans un pays qui s'ouvre à la concurrence internationale, car elles lui permettront de faire face à ses concurrents.

2. Améliorer le climat des affaires et faciliter l'accès au crédit : la complexité réglementaire freine la création d'emplois et la croissance dans la région. Voyez l'Égypte, où il n'y a pas moins de 36.000 règles et règlements qui pèsent sur le secteur privé. Et l'Égypte est loin d'être la seule à souffrir de ce carcan réglementaire. En fait, beaucoup de partis politiques ont pour base une foule de petits entrepreneurs pour qui la priorité des priorités est d'améliorer le climat des affaires. L'autre obstacle majeur à la croissance économique dans les pays arabes en transition est le manque d'accès des entreprises au crédit. Actuellement, le crédit privé profite surtout aux grandes sociétés bien établies et 10 % seulement des entreprises font appel aux banques pour financer leurs investissements. C'est le taux le plus bas au monde.

3. Aménager le marché du travail et améliorer le niveau d'instruction : le taux de chômage des jeunes en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie se situe entre 18 % et 30 %. En Égypte, 650.000 personnes rejoignent la population active chaque année. Les femmes ont particulièrement de mal à trouver du travail — environ un quart d'entre elles seulement a un emploi en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Libye. Le secteur public domine le marché du travail, et la réglementation est rigide. Les gouvernements doivent réduire les obstacles à l'embauche tout en protégeant les travailleurs. Par ailleurs, la population active ne présente pas les formations voulues et manque d'aptitudes techniques et scientifiques. Il faut réformer le système éducatif pour préparer les jeunes à entrer non plus dans la fonction publique, mais dans le secteur privé.

4. Remplacer les subventions universelles par un dispositif de protection sociale moderne : les subventions ont coûté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord près de 210 milliards de dollars en 2011, soit plus de 7 % du PIB de la région. Outre qu'elles sont onéreuses, elles ne font rien pour aider les pauvres. Les mesures sociales ciblant les gens qui en ont vraiment besoin sont plus économiques et efficaces. Pour obtenir l'adhésion de l'opinion, il faut expliquer clairement les réformes, en s'engageant

de manière crédible à employer les fonds dégagés par la suppression des subventions pour investir et assurer la protection des personnes vulnérables.

Rôle de la communauté internationale

Au vu du coût potentiel des deux options à éviter décrites plus haut et des avantages que la troisième produirait pour la région et l'ensemble de l'économie mondiale, il est clair que la communauté internationale doit donner son appui en fournissant les financements nécessaires, en ouvrant ses marchés et en apportant ses conseils en vue d'une transformation positive.

Le FMI fait son possible en ce sens. Pendant cette période difficile, nous avons indiqué aux pays comment maintenir la stabilité économique en gérant les chocs qu'ils ont encaissés, comment veiller à ce que les ménages vulnérables soient protégés durant la transition et comment jeter les bases d'une croissance génératrice d'emplois.

De la fonction de conseil, nous sommes passés à l'étape du financement. Rien qu'au cours de l'année écoulée, nous avons accordé à la Jordanie, au Maroc et au Yémen des prêts totalisant 8,5 milliards de dollars. Un plan de soutien au gouvernement égyptien a aussi été tracé et nous espérons aider le Yémen grâce à un autre crédit qui prendrait le relais de l'aide d'urgence débloquée l'an dernier. Nous sommes aussi prêts à soutenir financièrement la Tunisie. En Libye, qui a besoin d'aide pour renforcer ses capacités et non d'un appui financier, nous avons redoublé d'efforts pour aider le pays à reconstruire ses institutions et son économie après la fin du conflit en 2011.

Le FMI peut certes aider les pays à stabiliser et réformer leur économie, mais la tâche est tellement gigantesque qu'il faut que la communauté internationale fasse davantage.

Le Partenariat de Deauville, lancé par le G-8 en 2011, a fourni un cadre de coordination utile, mais ne peut à lui-seul répondre à tous les besoins. Il sera crucial que la communauté internationale, non seulement les pays du G-8, mais aussi les partenaires régionaux tels que les membres du Conseil de coopération du Golfe et les institutions financières internationales et régionales, apportent le financement et l'appui au renforcement des capacités qui sont requis. L'Union européenne et les États-Unis doivent ouvrir des débouchés commerciaux aux produits et services de la région. Les précieuses compétences de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et d'autres institutions financières peuvent être mises à contribution pour accroître le rythme des investissements dans le secteur privé, comme cela s'est produit dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Chacun des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord doit tracer sa propre stratégie de changement. Le processus doit être véritablement participatif. L'adhésion populaire sera essentielle et les plans de réformes aussi techniquement solides soient-ils, ne peuvent pas être imposés d'en-haut.

Il est impensable de ne pas s'accorder sur une vision partagée. Le risque d'un retour au *statu quo* n'est que trop réel. Mais les dividendes d'une réforme significative peuvent être considérables. Pour peu que les pays arabes en transition parviennent à un taux de croissance dépassant de deux points les prévisions, ils pourraient faire reculer le chômage de moitié en cinq ans. Ce serait une avancée remarquable. ■